

Réunion SIP, dialogue social sous perfusion !

Ce matin, dans le cadre de la réunion « règles de vie SIP », la CGT dans la suite de ses interventions de la veille qui avaient conduit à son départ de la réunion du 13 janvier, a rappelé ses demandes et exigé des réponses claires du Directeur Général sur l'emploi, le desserrement du rythme de la réforme, l'organisation concrète du travail dans les services et le dialogue social. La CGT a d'emblée fait savoir qu'en l'absence de réponses satisfaisantes, elle ne poursuivrait pas la réunion.

En réponse, P. Parini, dans ce qui se voulait peut-être une tentative pour renouer le dialogue social avec les organisations syndicales, a présenté en séance de nouvelles propositions sur le calendrier et les effectifs..... mais quelles propositions (!):

- ▶ **Mise en place des 40 SIP prévus en février 2009 et report de 3 mois pour la seconde vague initialement prévue en juillet 2009**

Le DG a réitéré que le calendrier de mise en œuvre de la réforme ne pouvait globalement être remis en cause et a décidé de maintenir la 1^{ère} vague de SIP (soit 40 sites) au 1^{er} février. Il ouvre la possibilité d'un report de 3 mois (de juillet 2009 à octobre 2009) de la 2^{ème} vague (soit 100 SIP) pour étayer son premier bilan qui repose actuellement sur les seuls 12 sites préfigurateurs.

- ▶ **Deux solutions aux problèmes liés aux effectifs des SIP : des transferts d'emploi (de l'ex-DGCP au SIP) à arrondir au chiffre supérieur et un recours aux équipes mobiles de renfort (EMR)**

Première solution : pour régler les problèmes pointés dans le bilan lorsque le transfert sur le SIP se limite à moins de trois agents, le D.G. propose tout simplement de revoir le nombre des emplois transférés de la filière gestion publique vers la filière fiscale. Pour ce faire, il propose d'intervenir sur les

arrondis de l'ORE (exemple donné : $0,8 = 1$ emploi transféré). Il ne se prive pas, au passage, d'indiquer l'absence d'incidence sur les trésoreries qui auront à se répartir les charges en résultant.

Deuxième solution : rediriger les EMR qui soit disant ont terminé leur apport au déploiement d'Hélios vers les « petits SIP » qui en auront besoin ! Les agents des EMR, ainsi que les collègues des postes qui sont en attente de leurs interventions, apprécieront ce raccourci du Directeur Général qui considère que les équipes de renfort n'avaient comme seule fonction le soutien au déploiement d'Hélios dans les postes !

Pour la CGT, la mise en place des SIP ne peut se faire aux prix de ces nouvelles propositions qui fragilisent une fois de plus la filière gestion publique et qui globalement ne règlent rien pour l'ensemble des agents concernés des deux filières. Ces propositions ne sont pas plus satisfaisantes que les réponses apportées en novembre dernier.

La direction refuse toujours d'engager un débat contradictoire où analyses et remontées des agents seraient prises en compte ; elle ne répond pas plus aux problèmes de fond qui restent posés au travers du bilan des SIP préfigurateurs.

Dans ces conditions, la CGT a décidé de quitter le groupe de travail.

Après échanges et à la demande de certaines organisations syndicales, le Directeur Général a suspendu la réunion et l'a renvoyée au 22 janvier.

Pour la CGT, seule la mobilisation des personnels et leur implication dans la journée de grève du 29 janvier sera de nature à créer les conditions pour que les réalités du terrain et les revendications des agents soient prises en compte.